EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 13 février 2012

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 32 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Alexandre BIZAILLON - Patrick BORE - Eugène CASELLI - Gérard CHENOZ - Vincent COULOMB - André ESSAYAN - François FRANCESCHI - Samia GHALI - Jean-Pierre GIORGI - Michel ILLAC - Eric LE DISSES - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MAGRO - Patrick MENNUCCI - Danielle MILON - André MOLINO - Bernard MOREL - Renaud MUSELIER - Pierre PENE - Claude PICCIRILLO - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Pierre SEMERIVA - Guy TEISSIER - Jean-Louis TIXIER - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Jean VIARD.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Christophe MASSE représenté par François-Noël BERNARDI.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Jean-Pierre BERTRAND - Vincent BURRONI - Patricia COLIN - Eric DIARD - Jean-Claude GAUDIN - Roland GIBERTI - Jérôme ORGEAS - Roland POVINELLI - Myriam SALAH-EDDINE - Philippe SAN MARCO.

Monsieur Le Président a proposé au Bureau d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

FCT 002-002/12/BC

■ Indemnisation des commerçants ayant subi un préjudice commercial du fait des travaux du Tunnel Prado Sud.

DIFRA 12/7490/BC

Monsieur le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Communauté le rapport suivant :

Afin de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés pour la réalisation du Tunnel Prado Sud, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, autorité concédante dans le cadre de la délégation de service public sous forme de concession accordée à la Société Prado Sud a créé, par délibération du 25 mars 2010, une « Commission d'indemnisation à l'amiable du préjudice

Cette Commission examine les réclamations des professionnels situés sur le tracé du chantier du Tunnel Prado Sud et propose des indemnisations pour les préjudices causés par les travaux nécessaires à sa réalisation dès lors que la Société Prado Sud en a assuré la maîtrise d'ouvrage.

Lors de sa réunion du 17 janvier 2012, la Commission s'est prononcée sur :

1) La recevabilité d'une nouvelle demande d'indemnisation :

A été déclaré non recevable, au motif que la première proposition d'indemnisation n'a pas été acceptée, le dossier suivant :

TPS – 2010/11/9-2 : PHARMACIE DU PARC CHANOT

Mme Anne-Marie CHARLES NIOLET, pharmacienne propriétaire de l'officine, a déjà déposé en 2011 une première demande d'indemnisation qui a fait l'objet d'une expertise judiciaire, puis d'une proposition d'indemnisation d'un montant de 1 223 euros par délibération du Bureau de Communauté du 8 juillet 2011.

Cette proposition a été adressée par Marseille Provence Métropole le 4 août 2011 à Mme CHARLES NIOLET qui ne l'a jamais acceptée.

Par conséquent, dans un souci de respect de la procédure amiable, la Commission considère que cette deuxième demande ne peut être déclarée recevable, et donc donner lieu à une deuxième expertise judiciaire, dès lors que la première proposition d'indemnisation n'est pas acceptée par Mme CHARLES NIOLET.

2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des trois dossiers suivants auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité.

Référence	Commerce	Adresse	Période	Préjudice évalué par expertise judiciaire	Proposition de la Commission
TPS-2010/205-2	LE DALOA	2 Bd Rabatau, Rond Point du Prado 13008 Marseille	1/01/2011 au 30/06/2011	22 200 €	13 320 €
TPS-2010/11/10-2	GEBELIN	27/29 Boulevard Rabatau 13008 Marseille	1/01/2011 au 30/06/2011	86 800 €	52 080 €
TPS-2011/08/14	PUISSANCE MARS - Sarl OLYMPIC	36, boulevard Rabatau 13008 Marseille	8/2/2010 au 3/11/2010 et 13/12/2010 au 30/9/2011	74 175 €	44 505 €
Total				183 175 €	109 905 €
Montant des indemnités déjà accordées					107 785 €
Total Général					217 690 €

Par conséquent, il est proposé d'adopter les avis de la Commission d'indemnisation du 17 janvier 2012 relatifs d'une part à la recevabilité d'une nouvelle demande d'indemnisation, d'autre part aux montants d'indemnisation retenus pour les trois dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Monsieur le Président propose au Bureau de la Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Bureau de la Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;

Signé le 13 Février 2012
Reçu au Contrôle de légalité le 14 février 2012

- La délibération 004-314/08/CC du 31 mai 2008 portant délégation du Conseil au Bureau et au Président ;
- La délibération FCT 016-1864/10/CC du 25 mars 2010 portant création de la Commission d'indemnisation à l'amiable du préjudice commercial dans le cadre de la réalisation du Tunnel Prado Sud.

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés pour la réalisation du Tunnel Prado Sud.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Est approuvé l'avis de la Commission d'indemnisation du 17 janvier 2012 relatif à la recevabilité du dossier de demande d'indemnisation précité.

Article 2 :

Sont approuvés les avis de la Commission d'Indemnisation du 17 janvier 2012 relatifs aux indemnisations des trois dossiers précités pour un montant de 109 905 euros.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer les trois protocoles d'accord transactionnel ci-annexés ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2011 de la Communauté Urbaine : Sous-Politique 160, Nature 658, Fonction 020, Chapitre 65.

Pour Visa,
Le Vice-Président Délégué
aux Finances et Budget

Jean-Pierre GIORGI

Pour Présentation,
Le Président Délégué de la Commission
Fonctionnement de la Communauté urbaine

Vincent COULOMB

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI